

## Communiqué de presse du 14 novembre 2024

---

---

### Agriculture : Résister aux lobbies pour être au rendez-vous de l'Histoire !

On a parfois l'impression que l'Histoire – la grande, avec un grand H et la petite, celle qui rythme la vie politique – bégaie et qu'on n'apprend décidément rien de nos erreurs passées.

Que nous apprend le post ronflant publié par Annie Genevard cet après-midi ?

Qu'un « Comité des solutions » (sic) qu'elle préside aurait recensé près de 900 usages de produits phytosanitaires autorisés « ailleurs en Europe » et interdits en France, dont la moitié auraient prouvé « leur efficacité et leurs avantages » pour la ferme France. Et la ministre de se réjouir des « solutions » retenues ! Accorder des dérogations pour certains de ces produits, accélérer la mise à disposition de produits utilisés ailleurs. On se pince...

On est évidemment tenté de rappeler à la ministre que les agriculteurs constituent, selon la MSA, une des populations les plus exposées à de graves maladies (cancers, Parkinson, Alzheimer) liées à l'usage de pesticides toxiques ; de lui rappeler qu'une bonne partie de notre ressource en eau potable est contaminée par des pesticides – atrazine hier, métalochlore aujourd'hui – ou des PFAS, dont il faut rappeler qu'ils sont utilisés de façon banale comme cofacteur de pesticides en agriculture, sans qu'ils ne s'en doutent parfois ; de lister les scandales sanitaires et écologiques des dernières années, à commencer par le chlordécone, qui a empoisonné les Antilles, et qui a longtemps lui aussi bénéficié de dérogations... avant que des procès ne tentent de faire valoir l'écrasante responsabilité des ministres qui prirent la décision sous la pression des lobbies bananiers.

Madame la Ministre, aucun assouplissement de la réglementation des produits chimiques n'améliorera le bilan économique des exploitations, vous le savez.

Vous avez comme moi entendu les revendications des agriculteurs au printemps dernier. Polluer davantage ? Non. Mettre sur le marché des produits qu'ils préfèrent ne pas servir à leurs propres enfants ? Non plus. **Ce qu'ils demandent, c'est d'être rémunéré dignement par le prix des produits mis sur le marché, comme le prévoient les lois Egalim qu'aucun ministre de l'Agriculture ne semble vouloir faire respecter !**

**C'est cela que nous attendons de vous !**

---

---

Dominique Voynet  
Députée de la 2ème circonscription du Doubs